

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2596

26 octobre 2011

SOMMAIRE

Alaeo Partnership Sàrl	124593	RP XXI S.à r.l.	124590
Cresco Capital Weisseritz Park S.à r.l. ..	124608	RP XX S.à r.l.	124577
Delos International S.à r.l.	124608	Rus S.A.	124591
H&F Iridium Lux 1 S.à r.l.	124608	RWC Funds	124591
L Select	124563	Sababba Capital S.A.	124592
Pictet Alternative Funds	124577	Salon Thi Tinh S.à r.l.	124592
Queensway S.à r.l.	124562	Sculptor Investments S.à r.l.	124592
Queensway S.à r.l.	124562	SHRM Corporate Services S.à r.l.	124592
Queensway S.à r.l.	124562	Sixty Sixth	124591
Red Diamond Holdings S.à r.l.	124562	SmartCap Funds I	124591
Resolution Liberty C S.à r.l.	124562	Smart Modular Technologies (Foreign Holdings), Limited	124593
Restaurant le Bohey S.A.	124563	Solanis S.A.	124574
R.F. Trans S.à r.l.	124562	Southwark Investment S.à r.l.	124591
Royal Ganser Holding S.A.	124563	Spaniba S.à r.l.	124593
Royal Ganser Holding S.A.	124573	Starboard Property Group Sàrl	124593
Royal Ganser Holding S.A.	124573	Steel Finance S.A.	124604
Royal Ganser Holding S.A.	124563	Stral Stockage Transports Locations S.à r.l.	124605
RP IV S.à r.l.	124574	Style-Event Lux S.A.	124592
RP SP III S.à r.l.	124574	Syriel Company S.A.	124605
RP SP IV S.à r.l.	124574	Syriel Company S.A.	124605
RP VIII S.à r.l.	124575	Tendance Vins S.à r.l.	124605
RP VII S.à r.l.	124575	Thesion Handelsgesellschaft S.à r.l.	124606
RP VI S.à r.l.	124575	Thesion Handelsgesellschaft S. à r.l. et Cie S.e.c.s.	124606
RP XIII S.à r.l.	124576	Towa Invest SA	124606
RP XII S.à r.l.	124576	TrefilARBED Grembergen S.A.	124607
RP XI S.à r.l.	124575	TrefilARBED Grembergen S.A.	124607
RP XIV S.à r.l.	124576	Trève's Marketing S.A.	124606
RP X S.à r.l.	124575	Trident 2 Luxembourg Holding	124607
RP XVII S.à r.l.	124577	West-Immo S.A.	124608
RP XVI S.à r.l.	124576	Zansi S.A.	124605
RP XV S.à r.l.	124576		
RP XXII S.à r.l.	124590		

Queensway S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 97.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126661/9.

(110145833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Queensway S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 97.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126662/9.

(110145834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Queensway S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 14-16, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 97.708.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126663/9.

(110145835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

R.F. Trans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4720 Pétange, 55, rue de la Chiers.
R.C.S. Luxembourg B 101.200.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126664/11.

(110145787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Red Diamond Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 159.475.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 août 2011.

Référence de publication: 2011126666/11.

(110145443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Resolution Liberty C S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 125.607.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Resolution Liberty C S.à r.l.

Référence de publication: 2011126675/12.

(110146041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Restaurant le Bohey S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 25, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 94.349.

Les comptes annuels au 31/12/2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire ARBO SA

Signature

Référence de publication: 2011126676/11.

(110145467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Royal Ganser Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.375.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011126677/12.

(110145519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Royal Ganser Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.375.

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011126678/12.

(110145520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

L Select, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 57.507.

L'an deux mille onze, le dix-huit août.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'«Assemblée») de L Select (la «Société»), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social à 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 57 507), constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 décembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), en date du 10 février 1997, numéro 62. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte notarié de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 19 janvier 2007, publié au Mémorial du 31 mars 2007, numéro 501.

L'Assemblée est ouverte à 16.00 heures sous la présidence de Madame Fabienne Moreau, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg,

qui nomme comme secrétaire Madame Marie-Laure Martinet, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Madame Nathalie Berck, avocate, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que la présente Assemblée se réunit sur deuxième convocation, l'Assemblée tenue en présence du notaire soussigné le 20 juillet 2011 n'ayant pas pu statuer valablement sur les points portés à son ordre du jour, le quorum imposé par l'article 67-1(2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, (la «Loi de 1915»), n'ayant pas été atteint.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexés au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que des convocations contenant l'ordre du jour ont été envoyées par lettre recommandée à chaque actionnaire nominatif en date du 25 juillet 2011.

IV. Qu'il ressort de la liste de présence qu'un seul actionnaire, détenant quatorze mille quatre cent dix-sept virgule zéro sept actions (14.417,07) c'est-à-dire approximativement de deux virgule onze pourcent (2,11%) du capital émis de la Société, est présent ou représenté à la présente Assemblée.

V. Qu'aucun quorum n'est requis par l'article 67-1(2) de la Loi de 1915 et que la résolution sur chaque point porté à l'ordre du jour doit être prise par le vote affirmatif d'au moins deux-tiers des voix exprimées à l'assemblée.

VI. Que la présente Assemblée a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Modification de l'article premier "Forme et dénomination" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.** Il existe une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle qu'elle pourra être modifiée de temps en temps (ci-après la "Loi"). Cette SICAV portera la dénomination de "L Select" (la "Société")."

2. Modification du troisième paragraphe de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions. Troisième paragraphe.** Le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment au sens de l'article 181 de la Loi, correspondant à une ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions, de la manière décrite ci-dessous."

3. Modification du cinquième paragraphe de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions, cinquième paragraphe.** La décision de créer un compartiment, une catégorie et/ou une classe d'actions appartient au Conseil d'Administration."

4. Suppression des sixième et septième paragraphes de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts.

5. Modification du cinquième paragraphe de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Cinquième paragraphe.** Pour être admis à l'assemblée générale, tout détenteur d'actions au porteur doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur un jour franc avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée, au siège social ou auprès des établissements désignés dans les avis de convocation."

6. Modification du huitième paragraphe de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Huitième paragraphe.** Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et des votes par correspondance, conformément à la loi, et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui un jour franc avant l'assemblée générale."

7. Modification des dixième et onzième paragraphes de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lesquels auront la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Dixième et Onzième paragraphes.** Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale conformément aux dispositions légales."

8. Modification du deuxième paragraphe de l'article 15 "Administrateurs" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 15. Administrateurs. Deuxième paragraphe.** Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent (personne physique) qui exercera les fonctions d'administrateur. Cette personne

physique est soumise aux mêmes obligations que les autres administrateurs et ne pourra être révoquée qu'en cas de nomination d'une autre personne physique. A cet égard, les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs, la simple indication de la qualité de représentant ou de délégué de la personne morale étant suffisante."

9. Modification du sixième paragraphe de l'article 15 "Administrateurs" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 15. Administrateurs. Sixième paragraphe.** Les administrateurs proposés à l'élection, et dont les noms figurent à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle seront élus par la majorité des voix valablement exprimées."

10. Ajout d'un nouveau paragraphe après le deuxième paragraphe de l'article 16 "Présidence et Réunion du Conseil"

" **Art. 16. Présidence et Réunion du Conseil. Nouveau troisième paragraphe.** Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion."

11. Ajout d'un troisième paragraphe à l'article 17 "Pouvoirs du Conseil d'Administration"

" **Art. 17. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Nouveau troisième paragraphe.** Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs ou autres fondés de pouvoir dont un directeur général, des directeurs généraux-adjoints et tous autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents Statuts n'en décident autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et charges qui leurs sont attribués par le conseil d'administration."

12. Modification de l'article 18 "Politique d'Investissement" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 18. Politique d'Investissement.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de chaque compartiment de l'actif social, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles adoptées par le Conseil d'Administration.

A cette fin, le Conseil d'Administration peut décider de placer ses avoirs en:

(1) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers;

(2) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne (ci-après "l'UE ") qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(3) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE ou négociés sur un autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(4) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que:

- les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit introduite;

- et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission;

(5) parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 2009/65/CE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1 paragraphe (2), points a) et b) de la directive 2009/65/CE, qu'ils soient établis ou non dans un Etat membre de l'UE, à condition que:

- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;

- le niveau de protection garantie aux porteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les porteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 2009/65/CE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des revenus et des opérations de la période considérée;

- la proportion d'actifs que les OPCVM ou les autres OPC dont l'acquisition est envisagée, peuvent investir globalement, conformément à leurs documents constitutifs, dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%;

(6) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'UE ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire;

(7) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré ("instruments dérivés de gré à gré"), à condition que:

(i) - le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent Article, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement;

- les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF; et

- les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la Société, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur;

(ii) - en aucun cas, ces opérations ne conduisent la Société à s'écarter de ses objectifs d'investissement. La Société peut notamment intervenir dans des opérations portant sur des options, des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats.

(8) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:

- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre de l'UE, par la Banque Centrale Européenne, par l'UE ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE; ou

- émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou -émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

(9) actions émises par un ou plusieurs autres compartiments de la Société conformément aux conditions prévues par la Loi.

En outre, la Société pourra, dans chaque compartiment:

(1) investir jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés dans le présent Article, points (1) à (4) et (8);

(2) détenir, à titre accessoire, des liquidités;

(3) emprunter jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires. Les engagements en rapport avec des contrats d'options, des achats et ventes de contrats à terme ne sont pas considérés comme des emprunts pour le calcul de la limite d'investissement;

(4) acquérir des devises par le truchement d'un type de prêts croisés en devises."

13. Modification du point a) de l'article 24 "Dépôt des avoirs de la Société" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" Art. 24. Dépôt des avoirs de la Société. Point a).

a) La garde des actifs de la Société sera confiée à une banque dépositaire au sens de la Loi (ci-après "la Banque Dépositaire"). Au cas où la Banque Dépositaire renoncerait à son mandat de dépositaire des actifs, le Conseil d'Administration pourvoira à son remplacement provisoire endéans les deux mois, dans le respect des lois applicables. Le Conseil d'Administration peut dénoncer le contrat de dépôt mais ne pourra révoquer la Banque Dépositaire que si un remplaçant a été trouvé."

14. Suppression du quatrième paragraphe de l'article 27 "Répartition du résultat annuel".

15. Modification du titre de l'article 28 "Clôture et Fusion de Compartiments, Catégories ou Classes" qui sera désormais "Art. vingt-huit -Clôture et Fusion" et refonte complète de l'article 28, lequel aura la teneur suivante:

" Art. 28. Clôture et Fusion.

A. CLOTURE DE COMPARTIMENTS, CATEGORIES OU CLASSES D'ACTIONS

Si les actifs d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions quelconque n'atteignent pas ou descendent en-dessous d'un niveau auquel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, dans le cadre

d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, ou dans le cas où un changement significatif de la situation économique, monétaire ou politique ayant un impact sur le compartiment, la catégorie et/ou classe d'actions concernée aurait des conséquences néfastes sur les investissements du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernée, celui-ci pourra décider de la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions.

Dans ce cas, la décision et les modalités de clôture seront portées à la connaissance des actionnaires existants du compartiment, de la catégorie et/ou classe en question par un avis qui sera transmis à tous les actionnaires nominatifs concernés. Si des actions au porteur ont été émises, cet avis sera également publié dans les journaux mentionnés dans le prospectus d'émission. Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les actionnaires du compartiment ou de la catégorie ou classe d'actions concernés pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais (mais compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements) jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires du compartiment, de la ou des catégorie(s) et/ou classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment pourra, sur proposition du Conseil d'Administration, racheter toutes les actions du compartiment, de la ou des catégorie(s) et/ou classes et rembourser aux actionnaires la valeur nette d'inventaire de leurs actions (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), calculée au Jour d'Evaluation auquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Au plus tard neuf mois après la décision du Conseil d'Administration de mettre fin à un compartiment, la liquidation du compartiment doit être terminée.

Les avoirs nets du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions en question seront répartis entre les actionnaires existants au jour de la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions. Les sommes qui n'auront pas été distribuées lors de la clôture des opérations de liquidation du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernés seront déposées à la Caisse des Consignations à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

Toutes les actions rachetées seront annulées.

B. FUSIONS

I. Fusions décidées par le conseil d'administration

I.1. La Société

Le Conseil d'Administration peut décider de procéder à une fusion (telle que définie par la Loi) de la Société, soit comme OPCVM absorbant ou absorbé, avec:

- un autre OPCVM luxembourgeois ou étranger (le "Nouvel OPCVM"); ou
- un compartiment de celui-ci,

et, le cas échéant, de redésigner les actions de la Société concernée comme actions de ce Nouvel OPCVM, ou du compartiment concerné de celui-ci, le cas échéant. Au cas où la Société impliquée dans une fusion est l'OPCVM absorbant (au sens de la Loi), seul le Conseil d'Administration peut décider sur la fusion et la date effective de cette fusion.

Au cas où la Société impliquée dans la fusion est l'OPCVM absorbé (au sens de la Loi), qui cesse d'exister, l'assemblée générale des actionnaires, plutôt que le conseil d'administration, doit approuver la fusion et décider de la date effective de la fusion par une résolution adoptée sans quorum de présence et à la majorité simple des voix exprimées à cette assemblée.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

I.2. Les compartiments

Le Conseil d'Administration peut décider de procéder à une fusion (au sens de la Loi) de tout compartiment, soit comme compartiment absorbant ou absorbé, avec:

- un autre compartiment existant au sein de la Société ou un autre compartiment au sein d'un Nouvel OPCVM (le "Nouveau Compartiment"); ou
- un Nouvel OPCVM, et, le cas échéant, de redésigner les actions du compartiment concerné comme actions de ce Nouvel OPCVM, ou du Nouveau Compartiment, le cas échéant.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires des compartiments concernés.

II. Fusions décidées par les actionnaires

II.1. La Société

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par la section précédente, une fusion (au sens de la Loi) de la Société, soit comme OPCVM absorbant ou absorbé, avec:

- un Nouvel OPCVM; ou
- un compartiment de celui-ci,

peut être décidée par une assemblée générale des actionnaires pour laquelle il n'y aura pas de quorum de présence et qui décidera de cette fusion et de sa date effective par une résolution adoptée à la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée. Cette fusion sera soumise aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

II.2. Les compartiments

L'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment peut également décider une fusion (au sens de la Loi) d'un compartiment concerné, soit comme compartiment absorbant ou absorbé, avec:

- un Nouvel OPCVM; ou
- un Nouveau Compartiment,

par une résolution adoptée sans quorum de présence et à la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée.

Cette fusion sera soumise aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

III. Général

Les actionnaires seront autorisés dans tous les cas de demander le rachat de leurs actions sans frais, sauf les frais retenus par la Société ou le compartiment pour couvrir les frais de désinvestissement, en conformité avec les dispositions de la Loi."

16. Modification du troisième paragraphe de l'article 29 "Dissolution et liquidation" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 29. Dissolution et Liquidation. Troisième paragraphe.** Si le capital devient inférieur au quart du capital minimum légal, l'assemblée générale délibérera également sans condition de présence mais la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions présentes ou représentées à l'assemblée."

17. Divers.

VII. Qu'en conséquence, la présente Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article premier "Forme et dénomination" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}. Forme et Dénomination.** Il existe une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie par la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif, telle qu'elle pourra être modifiée de temps en temps (ci-après la "Loi"). Cette SICAV portera la dénomination de "L Select" (la "Société")."

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de modifier le troisième paragraphe de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital social, Compartiments d'actifs, Catégories et/ou Classes d'actions. Troisième paragraphe.** Le Conseil d'Administration établira une masse d'avoirs constituant un compartiment au sens de l'article 181 de la Loi, correspondant à une ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions, de la manière décrite ci-dessous."

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le cinquième paragraphe de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 5. Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions, cinquième paragraphe.** La décision de créer un compartiment, une catégorie et/ou une classe d'actions appartient au Conseil d'Administration."

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de supprimer les sixième et septième paragraphes de l'article 5 "Capital Social, Compartiments d'Actifs, Catégories et/ou Classes d'Actions" des statuts.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de modifier le cinquième paragraphe de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Cinquième paragraphe.** Pour être admis à l'assemblée générale, tout détenteur d'actions au porteur doit effectuer le dépôt de ses titres au porteur un jour franc avant la date fixée pour la tenue de l'assemblée, au siège social ou auprès des établissements désignés dans les avis de convocation."

Sixième résolution

L'Assemblée décide de modifier le huitième paragraphe de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Huitième paragraphe.** Le Conseil d'Administration peut arrêter la formule des procurations et des votes par correspondance, conformément à la loi, et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui un jour franc avant l'assemblée générale."

Septième résolution

L'Assemblée décide de modifier les dixième et onzième paragraphes de l'article 14 "Assemblées Générales des Actionnaires" des statuts, lesquels auront la teneur suivante:

" **Art. 14. Assemblées Générales des Actionnaires. Dixième et Onzième paragraphes.** Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale conformément aux dispositions légales."

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier le deuxième paragraphe de l'article 15 "Administrateurs" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 15. Administrateurs. Deuxième paragraphe.** Si une personne morale est nommée administrateur, elle est tenue de désigner un représentant permanent (personne physique) qui exercera les fonctions d'administrateur. Cette personne physique est soumise aux mêmes obligations que les autres administrateurs et ne pourra être révoquée qu'en cas de nomination d'une autre personne physique. A cet égard, les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs, la simple indication de la qualité de représentant ou de délégué de la personne morale étant suffisante."

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de modifier le sixième paragraphe de l'article 15 "Administrateurs" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 15. Administrateurs. Sixième paragraphe.** Les administrateurs proposés à l'élection, et dont les noms figurent à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle seront élus par la majorité des voix valablement exprimées."

Dixième résolution

L'Assemblée décide d'ajouter un nouveau paragraphe après le deuxième paragraphe de l'article 16 "Présidence et Réunion du Conseil" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 16. Présidence et Réunion du Conseil. Nouveau troisième paragraphe.** Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion."

Onzième résolution

L'Assemblée décide d'ajouter un troisième paragraphe à l'article 17 "Pouvoirs du Conseil d'Administration" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 17. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Nouveau troisième paragraphe.** Le Conseil d'Administration, s'il y a lieu, nommera des directeurs ou autres fondés de pouvoir dont un directeur général, des directeurs généraux-adjoints et tous autres directeurs et fondés de pouvoir dont les fonctions seront jugées nécessaires pour mener à bien les affaires de la Société. Pareilles nominations peuvent être révoquées à tout moment par le conseil d'administration. Les directeurs et fondés de pouvoir n'ont pas besoin d'être administrateurs ou actionnaires de la Société. Pour autant que les présents Statuts n'en décident autrement, les directeurs et fondés de pouvoir auront les pouvoirs et charges qui leurs sont attribués par le conseil d'administration."

Douzième résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 18 "Politique d'Investissement" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" **Art. 18. Politique d'Investissement.** Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer la politique d'investissement de chaque compartiment de l'actif social, ainsi que les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement prévues par les lois et règlements ou celles adoptées par le Conseil d'Administration.

A cette fin, le Conseil d'Administration peut décider de placer ses avoirs en:

(1) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire cotés ou négociés sur un marché réglementé au sens de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers;

(2) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire négociés sur un autre marché d'un Etat membre de l'Union Européenne (ci-après "l'UE") qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(3) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE ou négociés sur un autre marché d'un Etat qui ne fait pas partie de l'UE, réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public;

(4) valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que:

- les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs ou à un autre marché réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, soit introduite;

- et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission;

(5) parts d'OPCVM agréés conformément à la directive 2009/65/CE et/ou d'autres OPC au sens de l'article 1 paragraphe (2), points a) et b) de la directive 2009/65/CE, qu'ils soient établis ou non dans un Etat membre de l'UE, à condition que:

- ces autres OPC soient agréés conformément à une législation prévoyant que ces organismes sont soumis à une surveillance que la CSSF considère comme équivalente à celle prévue par la législation communautaire et que la coopération entre les autorités soit suffisamment garantie;

- le niveau de protection garantie aux porteurs de parts de ces autres OPC soit équivalent à celui prévu pour les porteurs de parts d'un OPCVM et, en particulier, que les règles relatives à la division des actifs, aux emprunts, aux prêts, aux ventes à découvert de valeurs mobilières et d'instruments du marché monétaire soient équivalentes aux exigences de la directive 2009/65/CE;

- les activités de ces autres OPC fassent l'objet de rapports semestriels et annuels permettant une évaluation de l'actif et du passif, des revenus et des opérations de la période considérée;

- la proportion d'actifs que les OPCVM ou les autres OPC dont l'acquisition est envisagée, peuvent investir globalement, conformément à leurs documents constitutifs, dans des parts d'autres OPCVM ou d'autres OPC ne dépasse pas 10%;

(6) dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à douze mois, à condition que l'établissement de crédit ait son siège statutaire dans un Etat membre de l'UE ou, si le siège statutaire de l'établissement de crédit est situé dans un pays tiers, soit soumis à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme équivalentes à celles prévues par la législation communautaire;

(7) instruments financiers dérivés, y compris les instruments assimilables donnant lieu à un règlement en espèces, qui sont négociés sur un marché réglementé du type visé aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou instruments financiers dérivés négociés de gré à gré ("instruments dérivés de gré à gré"), à condition que:

(i) - le sous-jacent consiste en instruments relevant du présent Article, en indices financiers, en taux d'intérêt, en taux de change ou en devises, dans lesquels la Société peut effectuer des placements conformément à ses objectifs d'investissement;

- les contreparties aux transactions sur instruments dérivés de gré à gré soient des établissements soumis à une surveillance prudentielle et appartenant aux catégories agréées par la CSSF; et

- les instruments dérivés de gré à gré fassent l'objet d'une évaluation fiable et vérifiable sur une base journalière et puissent, à l'initiative de la Société, être vendus, liquidés ou clôturés par une transaction symétrique, à tout moment et à leur juste valeur;

(ii) - en aucun cas, ces opérations ne conduisent la Société à s'écarter de ses objectifs d'investissement. La Société peut notamment intervenir dans des opérations portant sur des options, des contrats à terme sur instruments financiers et sur des options sur de tels contrats.

(8) instruments du marché monétaire autres que ceux négociés sur un marché réglementé, pour autant que l'émission ou l'émetteur de ces instruments soient soumis eux-mêmes à une réglementation visant à protéger les investisseurs et l'épargne et que ces instruments soient:

- émis ou garantis par une administration centrale, régionale ou locale, par une banque centrale d'un Etat membre de l'UE, par la Banque Centrale Européenne, par l'UE ou par la Banque Européenne d'Investissement, par un Etat tiers ou, dans le cas d'un Etat fédéral, par un des membres composant la fédération, ou par un organisme public international dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE; ou

- émis par une entreprise dont des titres sont négociés sur les marchés réglementés visés aux points (1), (2) et (3) ci-dessus; ou

- émis ou garantis par un établissement soumis à une surveillance prudentielle selon les critères définis par le droit communautaire, ou par un établissement qui est soumis et qui se conforme à des règles prudentielles considérées par la CSSF comme au moins aussi strictes que celles prévues par la législation communautaire; ou

- émis par d'autres entités appartenant aux catégories approuvées par la CSSF pour autant que les investissements dans ces instruments soient soumis à des règles de protection des investisseurs qui soient équivalentes à celles prévues

aux premier, deuxième ou troisième tirets, et que l'émetteur soit une société dont le capital et les réserves s'élèvent au moins à dix millions d'euros (10.000.000 euros) et qui présente et publie ses comptes annuels conformément à la quatrième directive 78/660/CEE, soit une entité qui, au sein d'un groupe de sociétés incluant une ou plusieurs sociétés cotées, se consacre au financement du groupe ou soit une entité qui se consacre au financement de véhicules de titrisation bénéficiant d'une ligne de financement bancaire.

(9) actions émises par un ou plusieurs autres compartiments de la Société conformément aux conditions prévues par la Loi.

En outre, la Société pourra, dans chaque compartiment:

(1) investir jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment dans des valeurs mobilières et instruments du marché monétaire autres que ceux visés dans le présent Article, points (1) à (4) et (8);

(2) détenir, à titre accessoire, des liquidités;

(3) emprunter jusqu'à 10% des actifs nets du compartiment, pour autant qu'il s'agisse d'emprunts temporaires. Les engagements en rapport avec des contrats d'options, des achats et ventes de contrats à terme ne sont pas considérés comme des emprunts pour le calcul de la limite d'investissement;

(4) acquérir des devises par le truchement d'un type de prêts croisés en devises."

Treizième résolution

L'Assemblée décide de modifier le point a) de l'article 24 "Dépôt des avoirs de la Société" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" Art. 24. Dépôt des avoirs de la Société. Point a).

a) La garde des actifs de la Société sera confiée à une banque dépositaire au sens de la Loi (ci-après "la Banque Dépositaire"). Au cas où la Banque Dépositaire renoncerait à son mandat de dépositaire des actifs, le Conseil d'Administration pourvoira à son remplacement provisoire endéans les deux mois, dans le respect des lois applicables. Le Conseil d'Administration peut dénoncer le contrat de dépôt mais ne pourra révoquer la Banque Dépositaire que si un remplaçant a été trouvé."

Quatorzième résolution

L'Assemblée décide de supprimer le quatrième paragraphe de l'article 27 "Répartition du résultat annuel".

Quinzième résolution

L'Assemblée décide de modifier le titre de l'article 28 "Clôture et Fusion de Compartiments, Catégories ou Classes" qui sera désormais "Article vingt-huit - Clôture et Fusion" et décide de la refonte complète de l'article 28, lequel aura la teneur suivante:

" Art. 28. Clôture et Fusion.

A. CLOTURE DE COMPARTIMENTS, CATEGORIES OU CLASSES D' ACTIONS

Si les actifs d'un compartiment, d'une catégorie et/ou classe d'actions quelconque n'atteignent pas ou descendent en-dessous d'un niveau auquel le Conseil d'Administration estime que la gestion est trop difficile à assurer, dans le cadre d'une rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, ou dans le cas où un changement significatif de la situation économique, monétaire ou politique ayant un impact sur le compartiment, la catégorie et/ou classe d'actions concernée aurait des conséquences néfastes sur les investissements du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernée, celui-ci pourra décider de la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions.

Dans ce cas, la décision et les modalités de clôture seront portées à la connaissance des actionnaires existants du compartiment, de la catégorie et/ou classe en question par un avis qui sera transmis à tous les actionnaires nominatifs concernés. Si des actions au porteur ont été émises, cet avis sera également publié dans les journaux mentionnés dans le prospectus d'émission.

Sauf décision contraire prise dans l'intérêt des actionnaires ou afin de maintenir l'égalité de traitement entre ceux-ci, les actionnaires du compartiment ou de la catégorie ou classe d'actions concernés pourront continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions, sans frais (mais compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements) jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

Nonobstant les pouvoirs conférés au conseil d'administration par le paragraphe précédent, l'assemblée générale des actionnaires du compartiment, de la ou des catégorie(s) et/ou classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment pourra, sur proposition du Conseil d'Administration, racheter toutes les actions du compartiment, de la ou des catégorie(s) et/ou classes et rembourser aux actionnaires la valeur nette d'inventaire de leurs actions (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements), calculée au Jour d'Evaluation auquel une telle décision prendra effet. Aucun quorum ne sera requis lors de telles assemblées générales et les résolutions pourront être prises à la majorité simple des voix valablement exprimées.

Au plus tard neuf mois après la décision du Conseil d'Administration de mettre fin à un compartiment, la liquidation du compartiment doit être terminée.

Les avoirs nets du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions en question seront répartis entre les actionnaires existants au jour de la clôture de ce compartiment, de cette catégorie et/ou classe d'actions. Les sommes qui n'auront pas été distribuées lors de la clôture des opérations de liquidation du compartiment, de la catégorie et/ou classe d'actions concernées seront déposées à la Caisse des Consignations à Luxembourg au profit des ayants droit jusqu'à la date de prescription.

Toutes les actions rachetées seront annulées.

B. FUSIONS

I. Fusions décidées par le conseil d'administration

I.1. La Société

Le Conseil d'Administration peut décider de procéder à une fusion (telle que définie par la Loi) de la Société, soit comme OPCVM absorbant ou absorbé, avec:

- un autre OPCVM luxembourgeois ou étranger (le "Nouvel OPCVM"); ou
- un compartiment de celui-ci, et, le cas échéant, de redésigner les actions de la Société concernée comme actions de ce Nouvel OPCVM, ou du compartiment concerné de celui-ci, le cas échéant.

Au cas où la Société impliquée dans une fusion est l'OPCVM absorbant (au sens de la Loi), seul le Conseil d'Administration peut décider sur la fusion et la date effective de cette fusion.

Au cas où la Société impliquée dans la fusion est l'OPCVM absorbé (au sens de la Loi), qui cesse d'exister, l'assemblée générale des actionnaires, plutôt que le conseil d'administration, doit approuver la fusion et décider de la date effective de la fusion par une résolution adoptée sans quorum de présence et à la majorité simple des voix exprimées à cette assemblée.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

I.2. Les compartiments

Le Conseil d'Administration peut décider de procéder à une fusion (au sens de la Loi) de tout compartiment, soit comme compartiment absorbant ou absorbé, avec:

- un autre compartiment existant au sein de la Société ou un autre compartiment au sein d'un Nouvel OPCVM (le "Nouveau Compartiment"); ou
- un Nouvel OPCVM, et, le cas échéant, de redésigner les actions du compartiment concerné comme actions de ce Nouvel OPCVM, ou du Nouveau Compartiment, le cas échéant.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires des compartiments concernés.

II. Fusions décidées par les actionnaires

II.1. La Société

Nonobstant les pouvoirs conférés au Conseil d'Administration par la section précédente, une fusion (au sens de la Loi) de la Société, soit comme OPCVM absorbant ou absorbé, avec:

- un Nouvel OPCVM; ou
- un compartiment de celui-ci,

peut être décidée par une assemblée générale des actionnaires pour laquelle il n'y aura pas de quorum de présence et qui décidera de cette fusion et de sa date effective par une résolution adoptée à la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

II.2. Les compartiments

L'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment peut également décider une fusion (au sens de la Loi) d'un compartiment concerné, soit comme compartiment absorbant ou absorbé, avec:

- un Nouvel OPCVM; ou
- un Nouveau Compartiment,

par une résolution adoptée sans quorum de présence et à la majorité simple des voix valablement exprimées à cette assemblée.

Cette fusion sera sujette aux conditions et procédures imposées par la Loi, en particulier celles concernant le projet commun de fusion et l'information à fournir aux actionnaires.

III. Général

Les actionnaires seront autorisés dans tous les cas de demander le rachat de leurs actions sans frais, sauf les frais retenus par la Société ou le compartiment pour couvrir les frais de désinvestissement, en conformité avec les dispositions de la Loi."

Seizième résolution

L'Assemblée décide de modifier le troisième paragraphe de l'article 29 "Dissolution et liquidation" des statuts, lequel aura la teneur suivante:

" Art. 29. Dissolution et Liquidation. Troisième paragraphe. Si le capital devient inférieur au quart du capital minimum légal, l'assemblée générale délibérera également sans condition de présence mais la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions présentes ou représentées à l'assemblée."

Les résolutions qui précèdent ont été toutes prises séparément à l'unanimité des voix valablement exprimées.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu à l'Assemblée, aux membres du bureau, tous connus du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, ces mêmes personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: F. MOREAU, M.-L. MARTINET, N. BERCK et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 août 2011. Relation: LAC/2011/37474. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 25 août 2011.

Référence de publication: 2011121444/529.

(110139560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Royal Ganser Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.375.

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011126679/12.

(110145521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Royal Ganser Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.375.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011126680/12.

(110145522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Royal Ganser Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 98.375.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 septembre 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011126681/12.

(110145523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.750,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 123.728.

—
La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126686/11.

(110145607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP SP III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.625,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 127.799.

—
La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126689/11.

(110145864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP SP IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.300,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 127.798.

—
La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126690/11.

(110145866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Solanis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7220 Walferdange, 133, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 148.648.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 février 2011 que:

- Révocation du commissaire aux comptes:

* Révocation Monsieur SCHERER Jean-Jacques, demeurant professionnellement L-7257 Helmsange-Walferdange - 1-3 Millewee, en qualité de commissaire aux comptes.

- Est nommée Commissaire aux comptes:

* Monsieur GUEDES Jorge, demeurant professionnellement L-7327 Steinsel, 35, rue J.F.-Kennedy, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juillet 2011.

Référence de publication: 2011126732/17.

(110145503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 127.087.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126692/11.

(110145627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 127.095.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126693/11.

(110145639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 127.096.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126694/11.

(110145652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP X S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 127.155.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126695/11.

(110145698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.226.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126696/11.

(110145699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.206.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126697/11.

(110145704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.225.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126698/11.

(110145712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.224.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126699/11.

(110145717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 128.223.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de Mr. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44 Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126701/11.

(110145721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XVI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 131.572.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.
Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.
Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126702/11.

(110145741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XVII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.580.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126703/11.

(110145749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XX S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 134.781.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126705/11.

(110145805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Pictet Alternative Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 104.485.

In the year two thousand and eleven, on the twelfth of August.

Before us Maître Carlo Wersandt, notary, residing in Luxembourg, in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed,

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of "PICTET ALTERNATIVE FUNDS" a société d'investissement à capital variable, with registered office in Luxembourg, incorporated by a notarial deed of December 3, 2004, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C dated December 15, 2004, number 1284. The Articles of Incorporation have been amended for the last time by a notarial deed of the 14th November 2005, published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 734 of April 11, 2006.

The meeting is opened with Mrs Nancy KERFF, bank employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair, Mrs Séverine OLIGER, bank employee, residing professionally in Luxembourg, is appointed secretary.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Stéphanie KUCHLY, bank employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman then declared and requested the notary to declare the following:

I.- That all the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by notices containing the agenda sent by registered mail to the shareholders on August 3, 2011.

II.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

III.- That it appears from the attendance list, that out of 17,839,552.68 shares in circulation, 10,615,366.89788 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

IV.- That the agenda of the present meeting is the following:

Agenda

Complete revision of the articles of incorporation of the Fund, in replacement of the existing consolidated articles of incorporation dated 14 November 2005.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting took the following resolution by 10,569,835 votes for and 45,528 votes abstaining:

Sole resolution

The meeting resolves to adopt a complete new version of the Articles of Incorporation of the Fund in the English language only.

The new Articles of Incorporation will read as follows:

Title I. Denomination, Duration, Object, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares of the company, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) under the name of PICTET ALTERNATIVE FUNDS (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles of Incorporation" or the "Articles").

Art. 3. Object. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of Part II of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investments (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg and, to the extent it is allowed by applicable laws and regulations, to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Title II. Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of shares of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 17 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of shareholders of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the Board, may consolidate ("reverse split") or split the shares of that Sub-Fund or Class.

Art. 6. Issue of shares. The Board is authorized without limitation to issue further partly or fully paid shares, as determined by the Board, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the Company's prospectus (the "Prospectus"), without reserving to the existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued.

Investors shall have either to commit to subscribe to shares or may directly subscribe to shares, as determined by the Board and disclosed in the Prospectus.

In case the Board decides that investors have to commit to subscribe shares, investors will be required to execute a subscription agreement and indicate therein their total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum commitment as may be decided by the Board.

The procedures relating to Commitments and drawdown of the Commitments will be disclosed in the Prospectus and the subscription agreement.

If at any time an investor or shareholder fails to honour its Commitment through the full payment of the subscription price within the timeframe decided by the Board (a "Defaulting Investor" and/or (as the case may be), "Defaulting Shareholder") and referred to in the Prospectus, the Board has the authority, in addition to legal remedies, to charge interest on the resulting unpaid amount at a rate disclosed in the Prospectus. If the unpaid amount, plus interest thereon, is not paid within a certain period determined in the Prospectus, the Board shall have the right, at its discretion, to take one or several of the following measures:

- impose damages corresponding to a certain percentage of the amount committed by the Defaulting Investor, as disclosed in the Prospectus;
- set off any distributions to the Defaulting Shareholder until any amounts owing to the Company have been paid in full;
- redeem the shares of the Defaulting Investor as described in Article 9 below of its shareholding in the Company payable at the time fixed by the Board in its discretion in the best interest of the shareholders;
- reduce or terminate the Defaulting Investor's committed capital;
- exercise any other remedy available under applicable law, and
- admit new Investors in order to replace the Defaulting Investor.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the prospectus, the issue price shall be based on to the net asset value (the "Net Asset Value") for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus a subscription charge, if any, as the Prospectus may provide. The Board may also make such adjustment to the issue price as it may consider appropriate to ensure fairness between the shareholders. For the avoidance of doubt, the issue price may among others also be based at any time on the initial subscription price for the relevant Sub-Fund or Class, plus a subscription charge, if any, as the prospectus may provide.

In addition, a dilution levy may be imposed on subscriptions requests for shares of a Sub-Fund as specified in the Prospectus. Such dilution levy should not exceed such percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the Board and/or of the investment manager and disclosed in the Prospectus.

The Board may delegate to any duly authorized director or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The Board is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the shares.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset value is suspended pursuant to Article 11 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. To the extent required by the applicable laws and regulations, the contributed assets shall be valued in a report issued by an auditor (réviseur d'entreprises agréé). Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder, unless the Board considers that the subscription in kind is in the interest of the Company in which case such costs may be borne in all or in part by the Company.

Art. 7. Form of shares. The Company will in principle issue shares in registered form only, but reserves the right to issue bearer shares under the conditions that would be set forth in the Prospectus.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares

to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

The Company will recognise only one holder per share. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share(s) until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

Fractions of shares up to the number of decimal places to be decided by the Board and disclosed in the Prospectus will be issued if so decided by the Board. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificates shall be signed by two (2) directors or by a director and an official duly authorized by the Board for such purpose. Signatures of the directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorized official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company (or by one agent of the Company duly authorised to that effect) upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such transfer would result in shares being held by any person not authorised.

Art. 8. Mutilation of shares. If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. Mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Art. 9. Restrictions on the ownership of shares. The Board shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by (a) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority, (b) by a U.S. Person, as defined hereafter, or (c) any person in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (each, a "Restricted Person"). In any event, the Company may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Restricted Person.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Restricted Person;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Restricted Person;

c) decline to accept the vote of any Restricted Person; and

d) where it appears to the Company that any Restricted Person or any person the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said share-

holder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be an amount equal to the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof less any service charge (if any). Where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. Person" shall include a resident of the United States of America or of any of its territories or possessions or areas subject to its jurisdiction or persons who are normally resident therein, including the estate of any such person, or a corporation, partnership, trust or any other association created or organised therein.

This definition may be amended from time to time by the Board, as disclosed in the Prospectus.

If it appears that a shareholder in a Class of shares reserved for institutional shareholders within the meaning of article 174 (2) of the Law is not such an institutional investor, the Company may either redeem the shares in question using the above-described procedure, or convert these shares into shares in a Class that is not reserved for institutional investors (on condition that there is a Class with similar characteristics), notifying the relevant shareholder of this conversion.

Art. 10. Redemption and Conversion of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class in the Prospectus, any shareholder may request the redemption of all or part of his/her/its shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the Prospectus and within the limits provided by law and these Articles. Any redemption request must be filed by such shareholder (i) in written form, subject to the conditions set out in the Prospectus, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) (ii) or by way of a request evidenced by any other electronic means deemed acceptable by the Company and subject to the conditions set out in the Prospectus.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the Prospectus, the redemption price shall be based on to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less a redemption charge, if any, as the Prospectus may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the Board may determine, and such rounding will accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred sales charge if such shares form part of a Class in respect of which a deferred sales charge has been contemplated in the Prospectus. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 11 hereof.

The Board may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be published in the Prospectus.

The Board may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and, if required by the applicable laws and regulations, the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the Prospectus. If required by the applicable laws and regulations, or by decision of the Board, such redemption will be subject to a special audit report by the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption is irrevocable unless otherwise provided for in the Prospectus and under the conditions determined by the Board and disclosed in the Prospectus, if any, and in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof or a deferral of the redemption request as provided for below. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first Valuation Day on which redemptions are accepted after the end of the suspension.

Unless otherwise provided for in the Prospectus, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes under the terms, conditions and limits set forth by the Board in the Prospectus. The Board may notably impose restrictions between Classes of shares as disclosed in the Prospectus as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the Prospectus.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If on any given Valuation Day on which redemptions are accepted, redemption requests and conversion requests exceed a certain level determined by the Board and set forth in the Prospectus, the Board may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for such period and in a manner that the Board considers to be in the best interest of the relevant Sub-Fund and of the Company. On the next applicable Valuation Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to a later request, subject to the same limitation as above.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the Prospectus, if any, or any other amount the Board would determine in its sole discretion.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time and which is disclosed in the Prospectus, then such shareholder may be deemed to have requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be published in the Prospectus.

In exceptional circumstances leading to the suspension of determination of the Net Asset Value of the Shares of certain Sub-Funds, as indicated in Article 11 below, the treatment of redemption requests may be deferred and/or the issue, redemptions and conversions of Shares suspended by the Board.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of Shares of certain Sub-Funds, the Board may consider the creation of side-pockets via any means and to the largest extent authorised pursuant to applicable Luxembourg laws and regulations.

In addition to the foregoing, the Board may decide to temporarily suspend the redemption of shares if exceptional circumstances as set forth in Article 11, so warrant.

In addition, a dilution levy may be imposed on any redemption or conversion requests for Shares of a Sub-Fund. Such dilution levy should not exceed such percentage of the Net Asset Value per share, as may be decided in the discretion of the investment manager and disclosed in the Prospectus.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 11. Frequency of the calculation of the NAV. The Net Asset Value of shares shall, for the purpose of the redemption, conversion or issue of shares, be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no instance less than once per month, as the Board may determine (every such day or time for determination of Net Asset Value being referred to herein as a "Valuation Day").

Depending on the volume of issues, redemptions or conversions requested by shareholders, the Company reserves the right to allow for the Net Asset Value per share to be adjusted by dealing and other costs and fiscal charges which would be payable on the effective acquisition or disposal of assets in the relevant Sub-Fund if the net capital activity exceeds, as a consequence of the sum of all issues, redemptions or conversions of shares in such Sub-Fund, such threshold percentage as may be determined from time to time by the Company, of the SubFund's total net assets on a given Valuation Day (herein referred to as "swing pricing technique").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and consequently the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s), it being understood that where the context so requires "Sub-Fund" may also be read as "Class", during:

(a) any period when any of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the such Sub-Fund(s), from time to time, is quoted or dealt in, is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) quoted thereon; or

(b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board, disposal or valuation of assets held by the Company attributable to such Sub-Fund(s) is not reasonably practical without this being detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the Board, the issue and, if applicable, redemption prices cannot fairly be calculated; or

(c) any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund(s) or the current prices or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund(s); or

(d) during any period when dealing the units/shares of an investment vehicle in which the concerned Sub-Fund(s) may be invested is restricted or suspended; or, more generally, during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of, or in the payment for any of the concerned Sub-Fund(s)' investments is not possible; or

(e) any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund(s) or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares of the Company cannot in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange; or

(f) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the shareholders of the decision of the Board to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(g) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company, attributable to the concerned Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained; or

(h) during any other circumstance where a failure to do so might result in the Company, any of its Sub-Funds or its shareholders incurring any liability, pecuniary disadvantages or any other detriment which the Company the Sub-Fund or its shareholders might so otherwise not have suffered.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the determination of the Net Asset Value has been suspended.

In case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

Art. 12. Valuation rules. The Net Asset Value of shares of each Class within each Sub-Fund shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class, being the value of the assets of the Company attributable to such Class less the liabilities attributable to such Class as at such Valuation Day, by the number of shares of the relevant Class then outstanding adjusted to reflect any dealing charges, swing pricing technique or fiscal charges which the Board considers appropriate to take into account in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board shall determine.

The Net Asset Value per share will be calculated and available not later than the date set forth in the Prospectus.

If, since the time of determination of the Net Asset Value on the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

A. The assets of the Company shall be deemed to include (without limitation):

(1) All cash at hand and on deposit, including interest accrued thereon.

(2) All bills and demand notes payable and accounts receivable (including the proceeds of securities sold but not delivered).

(3) All bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company.

(4) All stock dividends, cash dividends and cash distributions declared receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company.

(5) All interest accrued on any interest-bearing asset owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset.

(6) The preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as they have not been amortised.

(7) The liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in.

(8) All other assets of any kind and nature, including prepaid expenses.

The Board, or any appointed agent, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

The value of such assets shall be determined as follows:

1) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including any rebates on fees and expenses payable by any underlying investment fund (each, a "UCI")), prepaid expenses, cash dividends declared and interest accrued and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

2) The value of securities (including shares or units of closed-ended UCIs) which are quoted, traded or dealt in on any stock exchange shall be based on the closing prices or, if appropriate, on the average price on the stock exchange which is normally the principal market of such securities, and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

3) For non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or non-quoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for which the quoted prices are, in the opinion of the Board, not representative of the fair market value, the value thereof will be determined based on the valuation method proposed in good faith by the Board taking into consideration:

- the latest available price
- the basis of recent events that may have an impact on the value of the securities, or
- any other available assessment.

4) Liquid assets and money market instruments may be valued at nominal value plus any accrued interest or on an amortised cost basis;

5) Futures and options are valued by reference to the previous day's closing price on the relevant market; the market prices used are the futures exchanges settlement prices;

6) Swaps are valued at fair value based on the last available closing price of the underlying security.

7) In determining the value of the assets of the Company shares in openended UCIs, including shares of other Sub-Funds of the Company in case of investment by a Sub-Fund in one or more Sub-Funds of the Company, will be valued at the current Net Asset Value for such shares or units as of the relevant Valuation Day, or if no such current Net Asset Value is available as of such Valuation Day they shall be valued at the estimated Net Asset Value as of such Valuation Day, or if no such estimated Net Asset Value is available they shall be valued at the last available actual or estimated Net Asset Value which is calculated prior to such Valuation Day whichever is the closer to such Valuation Day. If events have occurred which may have resulted in a material change in the Net Asset Value of such shares or units since the date on which such actual or estimated Net Asset Value was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change but the Board will not be required to revise or recalculate the Net Asset Value on the basis of which subscriptions, redemptions or conversions may have been previously accepted.

In respect of shares or units held by the Company, for which issues and redemptions are restricted and a secondary market trading is effected between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Board may decide to value such shares or units in line with the realisation prices so established.

The Company's administrative agent (the "Administrative Agent"), the Board and the Company's management company, if any, may rely solely on the valuations provided by UCIs with respect to the investment such UCIs have made. Valuations provided by UCIs may be subject to adjustments made by such UCIs subsequent to the determination of the Net Asset Value of a Sub-Fund. Such adjustments, whether increasing or decreasing the Net Asset Value of a Sub-Fund, will not affect the amount of the redemption proceeds received by redeeming shareholders. As a result, to the extent that such subsequently adjusted valuations from UCIs adversely affect the Net Asset Value of a Sub-Fund, the remaining outstanding shares of such Sub-Fund will be adversely affected by redemptions. Conversely, any increases in the Net Asset Value of a Sub-Fund resulting from such subsequently adjusted valuations will be entirely for the benefit of the remaining outstanding shares of such Sub-Fund.

The Administrative Agent and the Board may consult with the Company's investment manager(s) and investment adviser(s) in valuing each Sub-Fund's net assets. Year-end Net Asset Value calculations are audited by the Company's approved statutory auditors (réviseurs d'entreprises agréés) and may be revised as a result of such audit. As discussed above, such revisions may result from adjustments in valuations provided by UCIs.

In no event shall the Board, the management company if any, the custodian, the Administrative Agent, the investment manager(s) or the investment adviser(s) of the Company incur any individual liability or responsibility for any determination made or other action taken or omitted by them in the absence of negligence, willful misfeasance or bad faith.

If events have occurred which may have resulted in a material change of the net asset value of such shares or units in other UCIs since the day on which the latest official net asset value of these UCIs was calculated, the value of such shares or units may be adjusted in order to reflect, in the reasonable opinion of the Board, such change of value.

8) All other securities and assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Board.

The Board, or any appointed agent, at its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value and is in accordance with good accounting practice.

For the purpose of determining the value of the Company's net assets, the administrative agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies or fund administrators, (ii) by brokers, or (iii) by a specialist duly authorized to that effect by the Board. Finally, in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the administrative agent may rely upon the valuation of the Board.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the administrative agent, which could have a significant impact on the Net Asset Value, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the administrative agent is authorized to postpone the Net Asset Value calculation and as a result may be unable to determine subscription, redemption and conversion prices. The Board shall be informed immediately by the administrative agent should the situation arise. The Board may then decide to suspend the calculation of the Net Asset Value in accordance with Article 11 hereof.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 12 are rules for determining the Net Asset Value per share are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

- (1) All loans, bills and accounts payable.
- (2) All accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans).
- (3) All accrued or payable fees and expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, central administration agent's fees and registrar and transfer agent's fees).
- (4) All known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments in cash or in kind, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company.
- (5) An appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company.
- (6) All other liabilities of the Company, of whatever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company, including, without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to the investment manager(s)/advisor(s), including performance fees, if any, the custodian and its correspondent agents, the administrative agent, domiciliary and corporate agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor or other agents and employees of the Company, as well as any permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the cost of convening and holding shareholders' and directors' meetings, reasonable travelling expenses of directors, directors' fees, all taxes and duties charged by governmental or similar authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and repurchase prices as well as any other operating costs, including the costs of buying and selling assets, finder fees, financial, banking and brokerage expenses and all other administrative costs as well as interest, bank charges, currency conversion costs, postage, and telephone, insurance costs, including insurance costs for the directors, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, directors, employees and agents of the Company as well as legal, to the extent as permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

In assessing the amount of such liabilities, the Company shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, administrative and other, that occur regularly or periodically.

C. There shall be established a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Sub-Funds shall be allocated in the Company's books to the pool of assets of that Sub-Fund and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Sub-Fund shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

(2) When an income or asset is derived from another asset, such income or asset will be recorded in the Company's books under the same Sub-Fund holding the asset from which it derived, and, on each revaluation of the asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the corresponding Sub-Fund.

(3) When the Company incurs a liability attributable to a specific asset in a given pool of assets or to a transaction performed in relation to the assets of a given Sub-Fund, this liability shall be allocated to that Sub-Fund.

(4) If an asset or a liability of the Company cannot be allocated to a given Sub-Fund, this asset or liability shall be allocated to all Sub-Funds pro rata to their respective Net Asset Values or in any other manner the directors may decide in good faith.

(5) Following a dividend distribution to shareholders of a Sub-Fund, the Net Asset Value of that Sub-Fund shall be reduced by the amount of such distribution.

If there have been created within a Sub-Fund two or more Classes, the allocation rules set above shall apply, mutatis mutandis, to such Classes.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board or by any agent which the Board may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) each of the Company's shares subject to a redemption request shall be considered as a share issued and outstanding until the close of business on the Valuation Day as of which it is redeemed and its price shall be considered a liability of the Company from the close of business on such Valuation Day until the price has been paid.

(b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription forms received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day of its issue.

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. Co-management and Pooling. The Board may decide to invest and manage all or any part of the pool of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so, as further detailed into the Prospectus.

The Board may also authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, subject to compliance with applicable regulations.

Title III. Administration and Supervision

Art. 14. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting for a period determined by such meeting in compliance with the law, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director appointed by a general meeting of shareholders, because of death, retirement or otherwise, the remaining directors so appointed may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 15. Meeting of the Board. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the Chairman or by any two (2) directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable or telefax or

any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by cable, telefax message or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. Any Director may attend a meeting of the Board using teleconference, videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director. Such means must allow the director to effectively act at such meeting of the Board, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such director. Directors may also cast their vote in writing or by cable, telefax message or any other electronic means capable of evidencing such vote.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board. Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least two directors are present (which may be by way of telephone conference, videoconference or any other means of telecommunication allowing to identify such director) or represented by another Director as proxy at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the directors or by cable, telefax message or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The Board from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any physical person or committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit, provided that the majority of the members of the committee are directors and that no meeting of the committee shall be quorate for the purpose of exercising any of its powers, authorities or discretions unless a majority of those present are directors of the Company.

The Board may further appoint a management company subject to chapter 15 or 16 of the law of 17th December 2010 to provide the Company with the services referred to under article 101.

Art. 16. Minutes. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, as the case may be, pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 17. Powers of the Board. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

Any Sub-Fund may, to the widest extent permitted by and under the conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the Prospectus of the Company, subscribe, acquire and/or hold shares to be issued or issued by one or more Sub-Funds of the Company. In this case and subject to conditions set forth in applicable Luxembourg laws and regulations, the voting rights, if any, attaching to these shares are suspended for as long as they are held by the Sub-Fund concerned. In addition and for as long as these shares are held by a Sub-Fund, their value will not be taken into consideration for the calculation of the net assets of the Company for the purposes of verifying the minimum threshold of the net assets imposed by the Law.

The Board may invest and manage all or any part of the pools of assets established for two or more Sub-Fund on a pooled basis, as described in Article 13, where it is appropriate with regard to their respective investment sectors to do so.

Art. 18. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such Director or officer shall make known to the Board

such conflict and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflicting interest according to applicable laws and regulations.

Art. 19. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Signatory power. The Company will be bound by the joint signature of any two directors or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been delegated by the Board.

Art. 21. Auditor. The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor) who shall carry out the duties prescribed by of the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Title IV. General meetings – Accounting year Distribution

Art. 22. General meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 23. Annual general meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Tuesday of the month of April, each year, at 3:00 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. If permitted by the Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place at the discretion of the Board. If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time or place are to be decided by the Board. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any specific Sub-Fund or Class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 24. Quorum and Voting. The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein. Each full share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within the Sub-Fund, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable or telefax message or any other electronic means capable of evidencing such proxy form as permitted by law. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not specifically revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorized officer. The Board may determine at its sole discretion that a shareholder may also participate at any meeting of shareholders by visioconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

To the extent permitted by the Board at its sole discretion, each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the general

meeting, the agenda of the general meeting, the proposal submitted to the decision of the general meeting, as well as, for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms, which show neither a vote in favour, nor against the resolution, nor an abstention, shall be void.

Within the conditions set forth in the Law and any applicable Luxembourg laws and regulations, the notice of any general meeting of shareholders may provide that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and outstanding at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 25. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on first day of January and shall terminate on the last day of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board within the sole limits provided for by the Law.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five (5) years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Title V. Dissolution, Liquidation

Art. 27. Dissolution. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Art. 28. Liquidation and Amalgamation. If the net assets of any Sub-Fund or Class fall below or do not reach an amount determined by the Board and disclosed in the Prospectus to be the minimum level for such Sub-Fund or Class to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class concerned justifies it or in order to proceed to an economic rationalisation, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class by compulsory redemption of shares of such Sub-Fund or Class at the Net Asset Value per share (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision of the liquidation will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of Shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the Shares of such Sub-Fund or Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders upon the close of the liquidation of a Sub-Fund or Class will be deposited with the Caisse de Consignation to be held for the benefit of the relevant shareholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another UCI, or to another sub-fund within such other UCI (the "new Sub-Fund") and to re-designate the shares of the Sub-Fund concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders), it being understood that where the context so requires, "Sub-Fund" may also be read as "Class". Such decision will be notified to the shareholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders to request redemption or conversion of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the shareholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders, upon proposal from the Board and with its approval, of the contributing Sub-Fund for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders of the contributing Sub-Fund who have voted in favour of such amalgamation.

Title VI. Final provisions

Art. 29. Custodian. The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Custodian").

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

Art. 30. Amendment of the Articles. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 31. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto, as amended and the Law.

There being no further business, the meeting is terminated.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Signé: N. KERFF, S. OLIGER, S. KUCHLY et C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 août 2011. Relation: LAC/2011/36953. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 août 2011.

Référence de publication: 2011121536/747.

(110139556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

RP XXI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 134.764.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126706/11.

(110145814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RP XXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 134.763.

La Société prend acte du changement d'adresse professionnelle de M. Brian Borg, gérant B de la Société.

Dorénavant celle-ci est établie à Brookfield House, 2nd Floor, 44, Davies Street, London W2 2NS.

Munsbach, le 07/09/2011.

Référence de publication: 2011126707/11.

(110145824) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Rus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 111.317.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un administrateur*

Référence de publication: 2011126711/11.

(110145808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

RWC Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 122.802.

Le Rapport Annuel au 31 décembre 2010 et la distribution des dividendes relative à l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126713/11.

(110146015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Sixty Sixth, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 141.049.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126715/9.

(110145462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

SmartCap Funds I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-8217 Mamer, 41, Op Bierg.

R.C.S. Luxembourg B 102.626.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 août 2011.

Référence de publication: 2011126716/10.

(110145460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Southwark Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 117.460.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/09/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2011126719/12.

(110145751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Style-Event Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.
R.C.S. Luxembourg B 116.972.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011126720/10.

(110145882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Sababba Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 150.872.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/09/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl
Luxembourg

Référence de publication: 2011126722/12.

(110145750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Salon Thi Tinh S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3735 Rumelange, 5, rue J.-P. Glesener.
R.C.S. Luxembourg B 134.406.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126724/11.

(110145786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Sculptor Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 104.243.

Suite à l'assemblée générale extraordinaire de Sculptor Holdings S.à r.l., l'Actionnaire unique de la société, tenue en date du 24 août 2011, les résolutions suivantes ont été prises:

1. Transfert du siège social de la société à l'adresse suivante: 2 rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07 Septembre 2011.

Référence de publication: 2011126726/13.

(110145474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

SHRM Corporate Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 78.100.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126730/10.

(110145448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Smart Modular Technologies (Foreign Holdings), Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 63, rue de Rollingergrund.
R.C.S. Luxembourg B 163.100.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126731/10.

(110145550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Spaniba S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.162.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 128.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2011126733/11.

(110145402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Starboard Property Group Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 115.103.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 7 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126735/10.

(110145476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Alaeo Partnership Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 163.159.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the sixteenth day of August;

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared

Mr Gianpiero SADDI, notarial clerk, with professional address at 74, Avenue Victor Hugo in Luxembourg, acting in his capacity as duly authorised representative of:

1. Mr. Carlos Muñoz Beraza, businessman, born on 11 July 1969 in Murcia, Spain, professionally residing at Antonio Maura n°11-12 street, Madrid, Spain and with identity card number 27.461.919-B (Incorporator I);

2. Mr. Lázaro Ignacio Ros Fernández Matamoros, businessman, born on 10 April 1948 in Sevilla, Spain, professionally residing at Francesc Vidal Sureda n°62 C16, Palma de Mallorca Balearic Islands, Spain and with identity card number 50.788.282-G (Incorporator II); and

3. Mr. Bernardino José Díaz-Andreu Garcia, businessman, born on 27 December 1970 in Madrid, Spain, professionally residing at Avda de America n°52 8 A, Madrid, Spain and with identity card number 02.625.601-J (Incorporator III and together with Incorporator I and Incorporator II, the Incorporators).

The person appearing is personally known to us, undersigned notary. The powers of attorney to the person appearing are initialled *ne varietur* by the person appearing and by us, notary, and are annexed hereto.

The person appearing declared and requested us, notary, to record the following:

The Incorporators hereby incorporate a company with limited liability governed by the following articles of association:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Alaeo Partnership SARL” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company’s registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company’s object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred twenty-five euro (EUR 12,525.00), represented by:

- 7,450 class A-1 shares;
- 3,725 class A-2 shares;
- 3,725 class A-3 shares;
- 3,725 class A-4 shares;
- 3,725 class A-5 shares;
- 410,050 class B-1 shares;
- 205,025 class B-2 shares;
- 205,025 class B-3 shares;
- 205,025 class B-4 shares; and
- 205,025 class B-5 shares,

with a nominal value of one cent of euro (EUR 0.01) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. Share premium shall not be recorded separately per class of shares. All shareholders are equally entitled to the share premium commensurate to their aggregate shareholding.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.4. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board) composed of at least one class A manager and one class B manager designated as class A manager or class B manager by the shareholder(s).

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one class A manager and one class B manager. Resolutions of the board of managers are validly taken by a majority of the votes cast, provided that at least one class A manager and one class B manager agreed on those resolutions. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one class A manager and one class B manager or by the single signature of any one class A manager.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager(s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés).

14.2. The shareholders appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

Subscription and Payment

The Incorporators, represented as stated above, declare to subscribe the one million two hundred fifty-two thousand five hundred (1,252,500) shares in registered form with a nominal value of one eurocent (EUR 0.01) each as follows:

1. Incorporator I:

5,812 class A-1 shares, numbered A-1-1 through A-1-5,812;

2,906 class A-2 shares, numbered A-2-1 through A-2-2,906;

2,906 class A-3 shares, numbered A-3-1 through A-3-2,906;

2,906 class A-4 shares, numbered A-4-1 through A-4-2,906;

2,906 class A-5 shares, numbered A-5-1 through A-5-2,906;

319,838 class B-1 shares, numbered B-1-1 through B-1-319,838

159,919 class B-2 shares, numbered B-2-1 through B-2-159,919;

159,919 class B-3 shares, numbered B-3-1 through B-3-159,919;

159,919 class B-4 shares, numbered B-4-1 through B-4-159,919; and

159,919 class B-5 shares, numbered B-5-1 through B-5-159,919.

2. Incorporator II:

1,298 class A-1 shares, numbered A-1-5,813 through A-1-7,111;
649 class A-2 shares, numbered A-2-2,907 through A-2-3,555;
649 class A-3 shares, numbered A-3-2,907 through A-3-3,555;
649 class A-4 shares, numbered A-4-2,907 through A-4-3,555;
649 class A-5 shares, numbered A-5-2,907 through A-5-3,555;
71,467 class B-1 shares, numbered B-1-319,839 through B-1-391,305;
35,734 class B-2 shares, numbered B-2-159,920 through B-2-195,653;
35,734 class B-3 shares, numbered B-3-159,920 through B-3-195,653;
35,734 class B-4 shares, numbered B-4-159,920 through B-4-195,653; and
35,734 class B-5 shares, numbered B-5-159,920 through B-5-195,653.

3. Incorporator III:

340 class A-1 shares, numbered A-1-7,112 through A-1-7,450;
170 class A-2 shares, numbered A-2-3,556 through A-2-3,725;
170 class A-3 shares, numbered A-3-3,556 through A-3-3,725;
170 class A-4 shares, numbered A-4-3,556 through A-4-3,725;
170 class A-5 shares, numbered A-5-3,556 through A-5-3,725;
18,745 class B-1 shares, numbered B-1-391,306 through B-1-410,050;
9,372 class B-2 shares, numbered B-2-195,654 through B-2-205,025;
9,372 class B-3 shares, numbered B-3-195,654 through B-3-205,025;
9,372 class B-4 shares, numbered B-4-195,654 through B-4-205,025; and
9,372 class B-5 shares, numbered B-5-195,654 through B-5-205,025.

The shares are issued at par and have been paid up by a contribution in kind comprising 5,951,890 shares in the capital of ALAEO S.L (previously named AEROTERAPIA S.L), a limited liability company incorporated under the laws of Spain, of which 4,642,475 shares have been contributed by Incorporator I, 1,037,329 shares by Incorporator II and 272,086 shares by Incorporator III. The contribution in kind has a value of one thousand five hundred twenty-five euro (EUR 12,525.00) and is at the Company's disposal, evidence of which was given to the undersigned notary.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 2000.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as class A managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Carlos Muñoz Beraza, born on July 7, 1969, in Murcia, Spain, having its professional address at Antonio Maura Street, n° 11-12 Madrid, Spain;
- Mr. Lázaro Ignacio Ros Fernández Matamoros, born on April 10, 1948, in Sevilla, Spain, having its professional address at Francesc Vidal Sureda Street, n°62 – C16 Palma de Mallorca, Balearic Island, Spain; and

2. The following persons are appointed as class B managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, born on August 26, 1970 in Gravenhage, having its professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;
- Mr. Robert van't Hoeft, born on January 13, 1958 in Schiedam, having its professional address at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; and

3. The registered office of the Company is set at 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing parties, and signed by the latter with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le seize août,

Par devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu

Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 74, Avenue Vicotr Hugo à Luxembourg, agissant en sa qualité de représentant dûment autorisé de:

1. M. Carlos Muñoz Beraza, homme d'affaires, né le 11 juillet 1969 à Murcia, Espagne, dont l'adresse professionnelle est situé au Rue Antonio Maura n°11-12, Madrid, Espagne et avec carte d'identité numéro 27.461.919-B (Fondateur I);

2. M. Lázaro Ignacio Ros Fernández Matamoros, homme d'affaires, né le 10 avril 1948 à Seville, Espagne, dont l'adresse professionnelle est situé au Rue Francesc Vidal Sureda n°62 C16, Palma de Mallorca, Îles Baléares, Espagne et avec carte d'identité numéro 50.788.282-G (Fondateur II);

3. M. Bernardino José Diaz-Andreu Garcia, homme d'affaires, né le 27 décembre 1970 à Madrid, Espagne, dont l'adresse professionnelle est situé au Avenue de America n°52 8 A, Madrid, Espagne et avec carte d'identité numéro 02625601-J (Fondateur III et ensemble avec Fondateur I et Fondateur II, les Fondateurs).

Le comparant est connue personnellement de nous, notaire soussigné. Les procurations au comparant sont paraphées ne varietur par le comparant et nous, notaire, et sont annexées aux présentes.

Le comparant a déclaré et nous a requis, notaire, d'acter ce qui suit:

Il est constitué par les présentes par les Fondateurs une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les statuts comme suit::

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Alaéo Partnership SARL" (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les moyens légaux et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

- 4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.
- 4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre évènement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

- 5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cent vingt-cinq euros (12.525,00 EUR), représenté par:
- 7.450 parts sociales de classe A-1;
 - 3.725 parts sociales de classe A-2;
 - 3.725 parts sociales de classe A-3;
 - 3.725 parts sociales de classe A-4;
 - 3.725 parts sociales de classe A-5;
 - 410.050 parts sociales de classe B-1;
 - 205.025 parts sociales de classe B-2;
 - 205.025 parts sociales de classe B-3;
 - 205.025 parts sociales de classe B-4; et
 - 205.025 parts sociales de classe B-5,
- ayant une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune.
- 5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.
- 5.3. Prime d'émission ne doit pas être enregistrées séparément par classe de parts sociales. Tous les associés ont également droit à la prime d'émission correspondant à leur participation globale.

Art. 6. Parts sociales.

- 6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.
- 6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.
- Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.
- Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.
- Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.
- 6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.
- 6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation**Art. 7. Nomination et Révocation des gérants**

- 7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés
- 7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil) composé d'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B définis comme gérant de catégorie A et gérant de catégorie B par le(s) associé(s).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

- (i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.
- (ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

- (i) Le Conseil se réunit sur convocation des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.
- (ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés, en ce compris au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix émises, à condition que ces résolutions aient l'accord d'au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toute circonstance par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la unique signature d'un gérant de catégorie A.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes les personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée

Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution – Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

Souscription et Libération

Les Fondateurs, représentés comme indiqué ci-dessus, déclarent souscrire million deux cent cinquante-deux mille cinq cent (1.252.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un centime euro (0,01 EUR) chacune de la manière suivante:

1. Fondateur I:

5.812 parts sociales de classe A-1, numérotées de A-1-1 à A-1-5.812;
2.906 parts sociales de classe A-2, numérotées de A-2-1 à A-2-2.906;
2.906 parts sociales de classe A-3, numérotées de A-3-1 à A-3-2.906;
2.906 parts sociales de classe A-4, numérotées de A-4-1 à A-4-2.906;
2.906 parts sociales de classe A-5, numérotées de A-5-1 à A-5-2.906;
319.838 parts sociales de classe B-1, numérotées de B-1-1 à B-1-319.838;
159.919 parts sociales de classe B-2, numérotées de B-2-1 à B-2-159.919;
159.919 parts sociales de classe B-3, numérotées de B-3-1 à B-3-159.919;
159.919 parts sociales de classe B-4, numérotées de B-4-1 à B-4-159.919; et
159.919 parts sociales de classe B-5, numérotées de B-5-1 à B-5-159.919.

2. Fondateur II:

1.298 parts sociales de classe A-1, numérotées de A-1-5.813 à A-1-7.111;
649 parts sociales de classe A-2, numérotées de A-2-2.907 à A-2-3.555;
649 parts sociales de classe A-3, numérotées de A-3-2.907 à A-3-3.555;
649 parts sociales de classe A-4, numérotées de A-4-2.907 à A-4-3.555;
649 parts sociales de classe A-5, numérotées de A-5-2.907 à A-5-3.555;
71.467 parts sociales de classe B-1, numérotées de B-1-319.839 à B-1-391.305;
35.734 parts sociales de classe B-2, numérotées de B-2-159.920 à B-2-195.653;
35.734 parts sociales de classe B-3, numérotées de B-3-159.920 à B-3-195.653;
35.734 parts sociales de classe B-4, numérotées de B-4-159.920 à B-4-195.653; et
35.734 parts sociales de classe B-5, numérotées de B-5-159.920 à B-5-195.653.

3. Fondateur III:

340 parts sociales de classe A-1, numérotées de A-1-7.112 à A-1-7.450;
170 parts sociales de classe A-2, numérotées de A-2-3.556 à A-2-3.725;
170 parts sociales de classe A-3, numérotées de A-3-3.556 à A-3-3.725;
170 parts sociales de classe A-4, numérotées de A-4-3.556 à A-4-3.725;
170 parts sociales de classe A-5, numérotées de A-5-3.556 à A-5-3.725;
18.745 parts sociales de classe B-1, numérotées de B-1-391.306 à B-1-410.050;
9.372 parts sociales de classe B-2, numérotées de B-2-195.654 à B-2-205.025;
9.372 parts sociales de classe B-3, numérotées de B-3-195.654 à B-3-205.025; et
9.372 parts sociales de classe B-4, numérotées de B-4-195.654 à B-4-205.025; et
9.372 parts sociales de classe B-5, numérotées de B-5-195.654 à B-5-205.025.

Les parts sociales sont émises au pair et ont été libérées par un apport en nature, composé de 5.951.890 actions dans le capital de ALAEO SL (anciennement nommés AEROTERAPIA S.L), une société à responsabilité limitée de droit espagnol, dont 4.642.475 actions ont été apportés par Fondateur I, 1.037.329 actions par Fondateur II et 272.086 actions par Fondateur III. L'apport en nature a une valeur de douze mille cinq cent vingt-cinq euros (12.525,00 EUR) et est à la disposition de la société, comme il a été prouvé au notaire soussigné.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toute sorte qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 2000.

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant de catégorie A de la Société pour une période indéterminée:

- M. Carlos Muñoz Beraza, né le 7 juillet 1969 à Murcia, Espagne, dont l'adresse professionnelle est située au rue Antonio Maura n°11-12, Madrid, Espagne;

- M. Lázaro Ignacio Ros Fernández Matamoros, né le 10 avril 1948, à Sevilla, Espagne, dont l'adresse professionnelle est située au rue Francesc Vidal Sureda Street, n°62 C16 Palma de Mallorca, Îles Baléares, Espagne; et

2. Les personnes suivantes sont nommées en qualité de gérant de catégorie B de la Société pour une période indéterminée:

- M. Martinus Cornelis Johannes Weijermans, né le 26 août 1970, à Gravenhage, dont l'adresse professionnelle est située au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; et

- M. Robert van't Hoeft, né le 13 janvier 1958, à Schiedam, dont l'adresse professionnelle est située au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

3. Le siège social de la Société est établi au 46A, avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 24 août 2011. LAC/2011/37911. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2011.

Référence de publication: 2011121766/599.

(110140536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2011.

Steel Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 99.775.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

STEEL FINANCE S.A.

Référence de publication: 2011126737/11.

(110145995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Stral Stockage Transports Locations S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 81, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 63.278.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126739/11.

(110145790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Syriel Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 93.685.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011126740/10.

(110145858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Syriel Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heine.

R.C.S. Luxembourg B 93.685.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011126741/10.

(110145859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Tendance Vins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 20, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 107.010.

Le Bilan abrégé et les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126742/11.

(110145666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Zansi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 122.441.

EXTRAIT

Les comptes annuels au 31.12.2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 août 2011.

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2011126786/12.

(110145689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Thesion Handelsgesellschaft S. à r.l. et Cie S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 157.495.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126743/9.

(110145731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Thesion Handelsgesellschaft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8017 Strassen, 18, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 158.044.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126744/9.

(110145732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Towa Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 151.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2011126747/11.

(110145956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Trève's Marketing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.
R.C.S. Luxembourg B 115.797.

DISSOLUTION

L'an deux mille onze, le vingt-quatre août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Evert KROON, homme d'affaires, né à Maarsen (Pays-Bas) le 4 février 1958, demeurant à NL-3722 XP Bilthoven, Bosuillaan 62, Pays-Bas, ici représenté par Monsieur Albert SEEN, administrateur de société, demeurant professionnellement à Larochette, en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle restera après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant restera annexée aux présentes.

Lequel comparant a, par son mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit ses déclarations:

a.- Que la société anonyme "Trève's Marketing S.A.", avec siège social à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 115.797, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 14 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 1292 du 4 juillet 2006,

et que les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 10 octobre 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2391 du 22 décembre 2006.

b.- Que le capital social est fixé à trente-deux euros (32.000,-EUR) divisé en trente-deux (32) actions de mille euros (1.000,-EUR) chacune.

c.- Que le comparant est le seul et unique actionnaire de ladite société.

d.- Que l'activité de la société ayant cessé et que le comparant, en tant qu'actionnaire unique, siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, prononce la dissolution anticipée de la prédite société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.

e.- Que l'actionnaire unique se désigne comme liquidateur de la société.

f.- Que le liquidateur requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare avoir réglé tout le passif de la société dissoute, moyennant reprise par l'actionnaire unique de l'intégralité de l'actif et du passif, et avoir transféré tous les actifs au profit de l'actionnaire unique.

g.- Que le comparant est investi de tous les éléments actifs de la société et répondra personnellement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h.- Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i.- Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

j.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires de la société dissoute.

k.- Que partant, la liquidation de la société est achevée.

l.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société dissoute à L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de 800,- EUR, sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster; date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Albert SEEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 26 août 2011. Relation GRE/2011/3083. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 8 septembre 2011.

Référence de publication: 2011126748/51.

(110145464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

TrefilARBED Grembergen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.215.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126749/9.

(110145715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

TrefilARBED Grembergen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.215.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011126750/9.

(110145747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Trident 2 Luxembourg Holding, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.539.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011126752/10.

(110145659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

West-Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 102.113.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 septembre 2011.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011126776/14.

(110145915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2011.

Delos International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 133.310.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
Delos International S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2011127068/13.

(110146300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2011.

Cresco Capital Weisseritz Park S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 122.012.

Le bilan de la société au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Cresco Capital Weisseritz Park S.à r.l.

Référence de publication: 2011127028/12.

(110146619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2011.

H&F Iridium Lux 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 151.243.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour H&F Iridium Lux 1 S.à r.l.
SGG S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2011127137/14.

(110146645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2011.
